

Localisation du Centre de Rétention Administrative : le Maire de Pessac et les habitants ont demandé le réexamen d'une proposition alternative

Ce vendredi 18 février 2022, le maire de Pessac accompagné par un collectif d'habitants a rencontré la préfète de la Gironde pour lui proposer une nouvelle fois une solution alternative, hors zone pavillonnaire, pour l'implantation d'un Centre de Rétention Administrative, projet porté par le Ministère de l'Intérieur.

Cet emplacement avait déjà été proposé par le Maire de Pessac il y a plusieurs mois, avec le concours du maire de Mérignac devenu Président de Bordeaux Métropole. Cette solution alternative fait état d'éléments nouveaux.

Le Maire, qui participera ce lundi à la réunion organisée par les comités de quartiers voisins du projet de CRA, a obtenu de la Préfecture le réexamen de la proposition alternative, sans engagement de l'Etat de la retenir au terme de cet examen.

Un projet porté et décidé par l'Etat contre l'avis des habitants

Ce Centre de Rétention Administrative est un projet dont le seul décideur du lieu d'implantation est l'Etat, qui a choisi un terrain situé à Pessac dont l'Etat est propriétaire, à proximité de la sortie 13 de la Rocade. La préfecture a confirmé la tenue d'une réunion publique après la période électorale pour présenter les esquisses du projet, esquisses qui n'existent pas encore aujourd'hui, puisque l'architecte n'est pas encore choisi.

La Mairie, le comité de quartier du Monteil et les collectifs d'habitants ont pu faire part de leur opposition à l'implantation de ce CRA sur l'emplacement décidé par l'Etat, situé sur les secteurs Madran et Monbalon 1.

Franck RAYNAL

Maire de Pessac

Jean-Claude JUZAN

Président du comité de défense et fêtes
des quartiers du Monteil